RCS : EVRY
Code greffe : 7801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de EVRY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2010 B 03388
Numéro SIREN : 528 318 991
Nom ou dénomination : ABOUKRAT FINANCE

Ce dépôt a été enregistré le 10/01/2014 sous le numéro de dépôt 415

Olivier ROUSSEL
Expert-comptable
Inscrit au tableau de l'Ordre de la région parisienne
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles

ACTIRETRAITE MONTGERON

Société à responsabilité limitée au capital de 4 000 Euros
Siège social : 6 avenue du Général de Gaulle 91230 MONTGERON

Rapport du Commissaire aux apports

Apport de titres de la société ACTIRETRAITE MONTGERON à la société ABOUKRAT FINANCE

(Art. L.225-147 du Code de Commerce)
(Art. L.225-136 du Code de Commerce)

9 bis, rue Henri Martin 92100 Boulogne-Billancourt - Tél. : 01 41 31 59 45 - Fax : 01 41 31 59 40 - olivier.roussel@viris-experts.com

Greffe du Tribunal de Commerce d'Evry : dépôt N°415 en date du 10/01/2014

Olivier ROUSSEL
Expert-comptable
Inscrit au tableau de l'Ordre de la région parisienne
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS SUR L'APPORT DES TITRES DE LA SOCIETE SARL ACTIRETRAITE MONTGERON A LA SOCIETE SARL ABOUKRAT FINANCE

Mesdames, Messieurs les associés,

En exécution de la mission qui m'a été confiée par décision unanime des associés en date du 10 août 2013 concernant l'apport des titres de la société ACTIRETRAITE MONTGERON à la société ABOUKRAT FINANCE ayant son activité à Draveil, placé sous le régime juridique des apports, j'ai établi le présent rapport sur la valeur des apports prévu par les articles L. 225-147 du Code de commerce.

Les titres apportés ont été définis dans le projet de contrat d'apport de titres, par l'apporteur à la société ABOUKRAT FINANCE en date du 20 novembre 2013.

Il m'appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée. A cet effet, j'ai effectué mes diligences selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicables à cette mission ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées, à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des parts à émettre par la société bénéficiaire des apports, augmentée de la prime d'émission.

Je vous présente mes constatations et conclusions selon le plan suivant :

1. Présentation de l'opération et description de l'apport,
2. Diligences effectuées et appréciation de la valeur d'apport,
3. Conclusion.

9 bis, rue Henri Martin 92100 Boulogne-Billancourt - Tél. : 01 41 31 59 45 - Fax : 01 41 31 59 40 - olivier.roussel@viris-experts.com

OR

Olivier ROUSSEL
Expert-comptable
Inscrit au tableau de l'Ordre de la région parisienne
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles

1 – PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DE L'APPORT

1.1 – NATURE ET OBJECTIFS DE L'OPERATION

L'opération envisagée consiste à transférer, par voie d'apport, au profit de la société ABOUKRAT FINANCE, une partie des parts de la société ACTIRETRAITE MONTGERON détenue par les signataires du contrat d'apport de titres conclu le 20 novembre 2013.

Selon les termes du contrat d'apport de titres, cette opération a pour objectif d'apporter les parts de la société ACTIRETRAITE MONTGERON à la société ABOUKRAT FINANCE dans le but de réorganiser le patrimoine professionnel.
Cette opération aura pour effet de faire de la société ABOUKRAT FINANCE la holding du groupe ainsi créé.

L'apport de titres, objet de ce rapport, porte sur 250 parts de la société ACTIRETRAITE MONTGERON.

1.2 – ENTITES PARTICIPANT A L'OPERATION

1.2.1 - Société bénéficiaire de l'apport

La société ABOUKRAT FINANCE est une société à responsabilité limitée au capital social de 1 200 euros divisé en 1 200 parts d'une valeur nominale unitaire de 1 euro, dont le siège social est 98 rue du Marais 91210 Draveil, et immatriculée au RCS d'Evry sous le numéro 528 318 991.

La société ABOUKRAT FINANCE a pour objet principal, la création, l'acquisition, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ; la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, de nature à favoriser son extension ou son développement.

1.2.2 - Société dont les titres sont apportés

La société ACTIRETRAITE MONTGERON est une société à responsabilité limitée au capital social de 4 000 euros divisé en 250 parts d'une valeur nominale unitaire de 16 euros, dont le siège social est 6 avenue du Général de Gaulle 91230 Montgeron, et immatriculée au RCS d'Evry sous le numéro 409 254 208.

La société a pour objet tant en France qu'à l'étranger la création, l'acquisition, la prise en location-gérance et la gestion de maisons de retraite médicalisées ou non, les prestations de toutes natures aux pensionnaires, l'organisation de loisirs correspondant aux besoins des pensionnaires.

9 bis, rue Henri Martin 92100 Boulogne-Billancourt - Tél. : 01 41 31 59 45 - Fax : 01 41 31 59 40 - olivier.roussel@viris-experts.com

Olivier ROUSSEL
Expert-comptable
Inscrit au tableau de l'Ordre de la région parisienne
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles

1.3 - DESCRIPTION ET EVALUATION DES APPORTS

L'associé de la société ACTIRETRAITE MONTGERON dont les parts sont apportées au jour de la réalisation de l'apport, est le suivant :

- Guy ABOUKRAT 250 parts

Chaque titre de la société ACTIRETRAITE MONTGERON est apporté pour une valeur unitaire de 2 520 euros, soit un apport total de 630 000 euros.

1.4 - REMUNERATION DES APPORTS

Les apports d'un montant total de 630 000 euros seront rémunérés par l'émission de 2 100 parts de la société ABOUKRAT FINANCE d'une valeur nominale de 1 euro chacune.
La différence entre la valeur nette des parts apportées soit 630 000 euros, et la valeur nominale des parts qui seront créées, soit 2 100 euros, constituera une prime d'apport d'un montant de 627 900 €.

1.5 – CONDITION DE REALISATION DES APPORTS

La société ABOUKRAT FINANCE deviendra propriétaire des titres apportés à compter de la date de réalisation. Elle aura droit à tout dividende, intérêts, produit, remboursement ou droit quelconque, détaché ou mis en distribution sur les parts apportées.

2 - DILIGENCES EFFECTUEES ET APPRÉCIATION DE LA VALEUR D'APPORT

2.1 – PRESENTATION DES METHODES D'EVALUATIONS RETENUES

L'évaluation résulte d'une étude réalisée conjointement par Monsieur Guy ABOUKRAT *(apporteur)* et Maître Olivier WATRIN Avocat *(ci-après dénommés l'évaluateur)* .

La démarche de l'évaluateur a consisté à rechercher la valeur de l'entreprise par une approche monocritère basée sur la valeur patrimoniale.

La valeur patrimoniale correspond souvent à la valeur plancher de l'entreprise.

L'approche patrimoniale qui correspond à la valeur totale actualisée des actifs, moins les dettes, aboutissant à la valeur mathématique ou patrimoniale (VM).

A partir de l'inventaire des actifs de l'entreprise figurant au bilan de référence, les différents postes ont été repris pour leur valeur réelle, actualisée ou corrigée, ce calcul équivaut à retenir la situation nette du bilan, majorée des plus values latentes sur les postes d'actif.

L'évaluation de la valeur mathématique a été déterminée sur la base de la valorisation de l'ensemble de l'actif immobilisé.

9 bis, rue Henri Martin 92100 Boulogne-Billancourt - Tél. : 01 41 31 59 45 - Fax : 01 41 31 59 40 - olivier.roussel@viris-experts.com

02

Olivier ROUSSEL
Expert-comptable
Inscrit au tableau de l'Ordre de la région parisienne
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles

2.2 – TRAVAUX ET DILIGENCES EFFECTUEES

J'ai effectué les diligences que j'ai estimées nécessaires selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes, afin de :

- vérifier la propriété des parts apportées ;
- contrôler la valeur attribuée à l'apport.

2.2.1 – Vérifications juridiques et comptables

- J'ai obtenu et examiné les documents relatifs à l'immatriculation de la société bénéficiaire de l'apport.

- J'ai procédé à une revue limitée de certains éléments de la vie sociale des sociétés dont les titres sont apportés (statuts, K Bis, baux,...).

- Je me suis assuré de la propriété et de la libre disponibilité des titres apportés sous condition de levée des nantissements consentis.

- J'ai examiné les différentes stipulations du contrat d'apport de titres.

2.2.2 – Vérification de la valeur de l'apport

J'ai effectué des travaux approfondis sur la méthodologie retenue pour déterminer la valeur de l'apport, en m'assurant, notamment du bien-fondé du choix des méthodes et critères d'évaluation retenus.

En outre, j'ai vérifié la correcte application et mise en œuvre des critères et méthodes retenus et examiné la sensibilité des valeurs relatives à une variation des différents paramètres.

Pour ce faire, j'ai procédé aux travaux suivants :

- J'ai revu la cohérence des calculs effectués par l'évaluateur.
- J'ai procédé à une analyse de sensibilité à la variation des hypothèses et des paramètres retenus.
- J'ai testé les valeurs retenues par application d'une méthode sectorielle.

2.3 - OBSERVATIONS

2.3.1 – Sur le choix des méthodes d'évaluation

La méthode retenue par l'évaluateur me parait de nature à fournir une base raisonnable d'évaluation.

- La méthode de l'approche patrimoniale me semble particulièrement appropriée compte tenu du secteur d'activité et des usages dans ce secteur.

9 bis, rue Henri Martin 92100 Boulogne-Billancourt - Tél. : 01 41 31 59 45 - Fax : 01 41 31 59 40 - olivier.roussel@viris-experts.com

Olivier ROUSSEL
Expert-comptable
Inscrit au tableau de l'Ordre de la région parisienne
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles

- D'autres méthodes usuellement appliquées dans les évaluations ont été, à mon avis à juste titre, écartées par l'évaluateur.

Selon moi, et au cas particulier, l'unique méthode d'évaluation des titres apportés est appropriée.

2.3.2 – Sur la mise en œuvre des méthodes d'évaluation

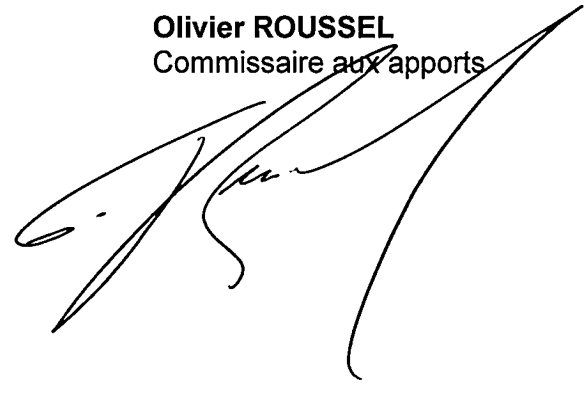
La méthode retenue évoquée au 2.3.1 est communément utilisée par les professionnels du secteur de la gestion des maisons de retraite.

3 - CONCLUSION

En conclusion de mes travaux, je conclue que la valeur de l'apport s'élevant à 630 000 euros n'est pas surévaluée, et en conséquence que la valeur des titres apportés est au moins égale au capital créé dans la société ABOUKRAT FINANCE.

Fait à Boulogne-Billancourt,
Le 29 novembre 2013

Olivier ROUSSEL
Commissaire aux apports

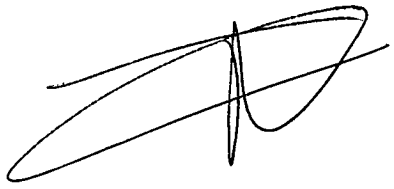


9 bis, rue Henri Martin 92100 Boulogne-Billancourt - Tél. : 01 41 31 59 45 - Fax : 01 41 31 59 40 - olivier.roussel@viris-experts.com

SARL
ABOUKRAT FINANCE

Statuts modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 décembre 2013

COPIE CERTIFIEE CONFORME
La Gérance



Greffe du Tribunal de Commerce d'Evry : dépôt N°415 en date du 10/01/2014

ARTICLE 1 – FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée, régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents Statuts.

ARTICLE 2 – OBJET

Dispositions générales relatives à l'objet social : Pour réaliser son objet, la société peut agir directement ou indirectement pour son compte ou celui de tiers ou encore au sein d'un GIE, avec d'autres sociétés ou personnes, et réaliser en France ou à l'étranger sous quelque forme que ce soit, les opérations entrant dans son objet.
Elle peut prendre sous toutes formes, tous intérêts et participations dans toutes autres sociétés ou entreprises, françaises ou étrangères ayant un objet similaire ou de nature à développer ses propres affaires.
Elle peut réaliser, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

La société a pour objet :

- La création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées;
- La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités;
- La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, de nature à favoriser son extension ou son développement.

ARTICLE 3 – DÉNOMINATION SOCIALE

La dénomination de la Société est : **ABOUKRAT FINANCE**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société à Responsabilité Limitée » ou des initiales « S.A.R.L. » et de l'énonciation du montant du Capital Social.

ARTICLE 4 – SIÈGE SOCIAL

Le siège Social est fixé au :

98 rue du Marais
91210 DRAVEIL

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la Gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

ARTICLE 5 – DURÉE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 – APPORTS

Il a été apporté au capital de la Société :
- lors de la constitution, une somme de 1 200 euros ;
- lors de l'augmentation de capital d'un montant de 2 100 € décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 9 décembre 2013, le capital social a été porté à la somme de 3 300 euros par apport de 250 titres de la société ACTIRETRAITE MONTGERON. En contrepartie de cet apport, il a été attribué à l'apporteur, 2100 parts sociales nouvelles de 1 euro chacune, entièrement libérées.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital Social est fixé à **3 300** (Trois mille trois cents) Euros.

1 - Il est divisé en trois mille trois cents (3 300) parts sociales de un (1) euro chacune, souscrites en totalité et libérées intégralement du nominal.

2- Toute modification du Capital Social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues par les dispositions légales et réglementaires.

ARTICLE 8 – PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées comme suit :

- Monsieur ABOUKRAT Julien, à concurrence de 240 parts, numérotées de 1 à 240,
..... Ci 240 Part(s)

- Monsieur ABOUKRAT Guy, à concurrence de 2460 parts, numérotées de 241 à 600 et de 1201 à 3300,
..... Ci 2460 Part(s)

- Madame ABOUKRAT Claudine, à concurrence de 360 parts, numérotées de 601 à 960,
..... Ci 360 Part(s)

- Mademoiselle ABOUKRAT Virginie, à concurrence de 240 parts, numérotées de 961 à 1200,
..... Ci 240 Part(s)

TOTAL DES PARTS FORMANT LE CAPITAL SOCIAL : 3300 Part(s)

Les associés déclarent que toutes les parts sociales présentement créées ont été souscrites en totalité par eux, intégralement libérées puis réparties comme indiqué ci-dessus.

ARTICLE 9 – COMPTES COURANTS

Outre les apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et le Société a la faculté de rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 10 – CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.
Pour être opposable à la Société, elle doit être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.
Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au registre du commerce et des sociétés.
Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées ou transmises par voie de succession ou en cas de liquidation à des tiers étrangers à la Société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales.
Les parts sont librement cessibles entre associés.
Ce consentement est donné dans les conditions et modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 11 – GÉRANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Le premier gérant est Monsieur ABOUKRAT Julien, lequel exerce son mandat sans limitation de durée.
Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.
Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la Loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisent pas à constituer cette preuve.

Dans les rapports entre associés, le gérant peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société. Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, il est convenu que le gérant ne peut sans y avoir été autorisé au préalable par une décision ordinaire des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles et fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la Société, autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur un immeuble social ou un nantissement sur le fonds de commerce.
Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Ils peuvent démissionner de leurs fonctions, en prévenant les associés par lettre recommandée individuelle.

ARTICLE 12 – DECISIONS COLLECTIVES

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.
Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire dans les cas prévus par la Loi et pour les décisions extraordinaires.

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions et avec les effets fixés par les Lois et règlements en vigueur.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour les décisions collectives extraordinaires et à l'usufruitier pour les décisions collectives ordinaires.

ARTICLE 13 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article 64 de la Loi du 24 juillet 1966.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 14 – EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2011.
Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), l'inventaire, le rapport de gestion et les rapports spéciaux de la gérance ainsi que, le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes sont établis conformément aux Lois et règlements en vigueur et sont soumis à l'approbation des associés dans les conditions prévues par ces Lois et règlements.

ARTICLE 15 – AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BENEFICES

L'Assemblée Générale répartit le bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la Loi entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux ; elle en décide les modalités de mise en paiement.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.
Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ne permet pas de distribuer.

ARTICLE 16 – CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du Capital Social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la Loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du Capital Social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.
En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 17 – DISSOLUTION – LIQUIDATION

A l'expiration du terme statutaire de la durée de la Société et en cas de dissolution pour quelque cause que e soit, la Société entre en liquidation.
La liquidation de la Société est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture, mais il est également prévu ce qui suit :

La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction à moins qu'une décision collective ne désigne un autre liquidateur,
Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Le tout sauf décision contraire de la collectivité des associes.

ARTICLE 18 – TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La transformation de la Société en une société commerciale d'une autre forme ou en Société Civile peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la Loi.

ARTICLE 19 – CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.
Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre les associés et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de sorte que le Tribunal soit constitué en nombre impair. A défaut d'accord, le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé, par une des parties ou un arbitre procédera à cette désignation par voie d'ordonnance.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Un nouvel arbitre sera désigné par ordonnance, non susceptible de recours, du Président du Tribunal de Commerce, saisi comme il est dit ci-dessus.

Les arbitres ne seront pas tentés de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et en premier ressort, les parties convenant expressément de ne pas renoncer à la voie d'appel.

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, tant pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour le règlement de toutes autres difficultés.

Acte déposé au Greffe du Tribunal de Commerce d'EVRY
Le : 10 JAN. 2014
Numéro : 415.

ABOUKRAT FINANCE

Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 1 200 Euros
Siège social : 98 rue du Marais – 91210 DRAVEIL
RCS EVRY 528 318 991

PROCES-VERBAL

DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

DU 9 DECEMBRE 2013

L'AN DEUX MILLE TREIZE, et le LUNDI 9 DECEMBRE, à 9H00, les associés se sont réunis au siège social, en assemblée générale extraordinaire sur convocation de la Gérance.

Il a été établi une feuille de présence signée par les associés présents et les mandataires des associés représentés à laquelle sont annexés les pouvoirs des associés représentés.

Sont présents ou représentés :

- Monsieur Julien ABOUKRAT, propriétaire de 240 parts
- Monsieur Guy ABOUKRAT, propriétaire de 360 parts
- Madame Claudine ABOUKRAT, propriétaire de 360 parts
- Mademoiselle Virginie ABOUKRAT, propriétaire de 240 parts

Total des parts des associés présents ou représentés: 1 200 parts sur les 1 200 parts composant le capital social.

Monsieur Julien ABOUKRAT préside la séance en qualité de Gérant associé.

Le Président constate que tous les associés sont présents ou représentés ; en conséquence, l'assemblée peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :
- les copies des lettres de convocation ;
- la feuille de présence ;
- le rapport de la gérance ;
- le rapport du commissaire aux apports ;
- le texte des projets de résolutions.

Le Président déclare que tous les documents prescrits par l'article 36 du décret du 23 mars 1967 ont été adressés aux associés et tenus à leur disposition au siège social pendant le délai de quinze jours ayant précédé l'assemblée.

JA

Greffe du Tribunal de Commerce d'Evry : dépôt N°415 en date du 10/01/2014

L'assemblée sur sa demande lui donne acte de sa déclaration et reconnaît la validité de la convocation.

Puis le Président rappelle que l'assemblée est réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Augmentation du capital social de 2 100 euros par voie d'apport en nature ;
- Approbation de l'apport, de son évaluation et de sa rémunération ;
- Modification corrélative des statuts ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

Le Président donne lecture :

- du rapport de la gérance,
- du rapport du commissaire aux apports.

Un débat s'instaure entre les associés.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes inscrites à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide d'augmenter le capital social de 2 100 euros pour le porter de 1 200 euros à 3 300 euros au moyen de la création de 2 100 parts sociales nouvelles de 1 euro nominal chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 201 à 3 300 et attribuées ainsi qu'il est indiqué sous la deuxième résolution ci-après.

Les parts nouvelles ainsi créées seront soumises à toutes les dispositions statutaires. Elles seront assimilées aux parts anciennes à compter de la date de la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

CETTE RESOLUTION, MISE AUX VOIX, EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture :

- D'une part, d'un contrat d'apport en date du 20 novembre 2013, aux termes duquel Monsieur Guy ABOUKRAT fait apport à la société ABOUKRAT FINANCE de 250 titres de la société ACTIRETRAITE MONTGERON, évaluées à 630 000 euros, moyennant l'attribution de 2 100 parts sociales nouvelles de 1 euro nominal de la société

ABOUKRAT FINANCE, créées à titre d'augmentation de son capital, entièrement libérées, numérotées de 1 201 à 3 300 ;

- Et d'autre part, du rapport de Monsieur Olivier Roussel, Cabinet VIRIS EXPERT, Commissaire aux apports.

La différence entre la valeur de l'apport et le montant de l'augmentation de capital, soit 627 900 euros, constitue la prime d'apport qui sera inscrite à un compte spécial au passif du bilan sur lequel porteront les droits des associés anciens et nouveaux et qui pourra recevoir toute affectation décidée par la collectivité des associés réunis en assemblée générale.

CETTE RESOLUTION, MISE AUX VOIX, EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, constate que l'augmentation de capital qui en résulte, d'un montant de 2 100 euros, pour le porter de 1 200 euros à 3 300 euros, est définitivement et régulièrement réalisée.

CETTE RESOLUTION, MISE AUX VOIX, EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

QUATRIEME RESOLUTION

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier comme suit les articles 6, 7 et 8 des statuts :

« ARTICLE 6 – APPORTS

Il a été apporté au capital de la Société :
- *lors de la constitution, une somme de 1 200 euros ;*
- *lors de l'augmentation de capital d'un montant de 2 100 € décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 9 décembre 2013, le capital social a été porté à la somme de 3 300 euros par apport de 250 titres de la société ACTIRETRAITE MONTGERON. En contrepartie de cet apport, il a été attribué à l'apporteur, 2100 parts sociales nouvelles de 1 euro chacune, entièrement libérées. »*

« ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

*Le capital Social est fixé à **3 300** (Trois mille trois cents) Euros.*

1 - Il est divisé en trois mille trois cents (3 300) parts sociales de un (1) euro chacune, souscrites en totalité et libérées intégralement du nominal.

2- Toute modification du Capital Social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues par les dispositions légales et réglementaires. »

« ARTICLE 8 – PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées comme suit :

- Monsieur ABOUKRAT Julien, à concurrence de 240 parts, numérotées de 1 à 240,
.....Ci 240 Part(s)

- Monsieur ABOUKRAT Guy, à concurrence de 2460 parts, numérotées de 241 à 600 et de 1201 à 3300,
.....Ci 2460 Part(s)

- Madame ABOUKRAT Claudine, à concurrence de 360 parts, numérotées de 601 à 960,
.....Ci 360 Part(s)

- Mademoiselle ABOUKRAT Virginie, à concurrence de 240 parts, numérotées de 961 à 1200,
.....Ci 240 Part(s)

TOTAL DES PARTS FORMANT LE CAPITAL SOCIAL : 3300 Part(s)

Les associés déclarent que toutes les parts sociales présentement créées ont été souscrites en totalité par eux, intégralement libérées puis réparties comme indiqué ci-dessus. »

CETTE RESOLUTION, MISE AUX VOIX, EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

CETTE RESOLUTION, MISE AUX VOIX, EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.
De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par la Gérance.

Julien ABOUKRAT
La Gérance

Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES DE YERRES
Le 19/12/2013 Bordereau n°2013/614 Case n°12 **Ext 1536**
Enregistrement : 375 € **Pénalités :**
Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros
Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros
L'Agent des impôts

Jocelyne BASTARDIE
Agent Administratif Principal
des Finances Publiques